

GE.10-01157

OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE
UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA
COMMISSION D'ARBITRAGE
COMMISSION

ARBITRATION

Distribution :

GPB/CSG/10/14

Tous les fonctionnaires
2010

17 juin

All staff members

17 June 2010

Commission d'arbitrage : Décision
Arbitration Commission: Decision

Sujet: Recours (composé de 3 actions) soumis au nom des membres de la liste Force Intersyndicale quant à divers manquements au Règlement sur la Représentation du Personnel des Nations Unies à Genève et ses annexes.
Subject: Appeal (with 3 causes of action) submitted by the Members of the list Force Intersyndicale concerning violations to the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations Office at Geneva and its Annexes.

Recours reçu / Appeal received: 19 Mai 2010 / 19 May 2010
Date de la décision / Date of decision: 20 Mai 2010 / 20 May 2010
Réception des dernières informations sollicitées
Receipt of last piece of information requested: 15 juin 2010
15 June 2010

Décision
Decision

Les requérants font appel au « manquement par les différents organes de représentation du personnel d'observer le Règlement, en particulier quant aux élections des membres du Bureau Exécutif du Conseil de Coordination, la convocation à la première puis la deuxième réunion du Conseil de Coordination ainsi que la soumission des rapports des auditeurs (pour la période Mars 2009 au 27 février 2010) et enfin, l'adoption du programme de travail par le nouveau Bureau Exécutif.

The appellants challenge "the failure to observe the Regulations by different bodies of the staff representation, in particular the elections of the members of the Executive Bureau of the Coordinating Council, the convening of the first and second meeting of the Coordinating Council and

the submissions of auditors report (covering March 2009 to 27 February 2010) as well as the adoption of the work programme by the new Bureau.

Le recours est accepté sur les motifs suivants:

The appeal is accepted on the following grounds:

Le Règlement de la représentation du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève ainsi que ses annexes ont été adoptés par référendum les 26 et 27 janvier 1983, ayant présent à l'esprit la promotion la plus large de la solidarité et le respect scrupuleux des dispositions de la Charte des Nations Unies. Les 25 membres du Conseil de Coordination ont été élus par le personnel des Nations Unies à Genève en toute confiance et bonne foi afin de « coordonner les positions de toutes les tendances représentatives du personnel des Nations Unies à Genève afin que les intérêts de l'ensemble du personnel et des retraités soient défendus vis-à-vis du Secrétaire-Général et des représentants des employeurs de façon cohérente et unitaire. » (Chapitre V, Article 6)

The Regulations on the Representation of the Staff of the United Nations Office at Geneva and its Annexes were adopted by referendum on 26 and 27 January 1983, bearing in mind the broadest possible promotion of solidarity and the scrupulous observance of the provisions of the Charter of the United Nations. The 25 members of the Coordinating Council were elected by UNOG Staff in confidence and good faith "to co-ordinate the positions of all trends representative of the staff of the United Nations at Geneva, so that interests of all staff members and pensioners are defended vis-à-vis the Secretary-General and the representatives of the employers in a consistent and united fashion" (Chapter V, Article 6)

1. Un nouveau Conseil de Coordination pour l'année en cours a été élu les 15 et 16 mars 2010 dans le respect du Règlement de la représentation du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève. Trois listes ont obtenues le mandat pour représenter le Conseil de Coordination (Force Intersyndicale (7 sièges), Hope (11 sièges), et Alliance (7 sièges). Les résultats de ces élections ont été officiellement diffusés le 17 mars 2010 à l'ensemble du personnel (GPB/CSG/10/11).

1. A new Coordinating Council for the current year was elected on 15 and 16 March 2010 under elections held pursuant to the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva. Three lists obtained a mandate to compose the Coordinating Council: Force Intersyndicale (7 seats), Hope (11 seats), and Alliance (7 seats). The results of this election were broadcasted on 17 March 2010 to all staff (GPB/CSG/10/11).

L'Article 9 du Règlement stipule que le nouveau Conseil de Coordination devait désigner le Bureau Exécutif à cette occasion, au scrutin secret et à la majorité absolue. Dans la mesure où le Bureau Exécutif du Conseil de Coordination n'a pas été élu dans son intégralité (sept membres) lors de

la première réunion du Conseil de Coordination tel qu'il est prévu dans les conditions du Chapitre V du Règlement de la Représentation du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève, la Commission d'Arbitrage déclare les élections du Bureau Exécutif pour 2010-2011 nulles et non avenues.

Article 9 of the Regulations specifies that the newly elected Coordinating Council should have appointed seven members to the Executive Bureau during this first meeting, by secret ballot and by an absolute majority. Considering that the complete Executive Bureau (seven members) of the Coordinating Council were not elected during the first meeting under the conditions stipulated in Chapter V of the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva, the Arbitration Commission declares the elections of the 2010-2011 Executive Bureau null and void.

Comme le stipule le Chapitre V, Article 7 du Règlement de la Représentation du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève, la première réunion du Conseil de Coordination récemment élu a été convoquée le 25 Mars 2010.

La Commission d'Arbitrage remarque que, malgré le quorum, les membres de la liste Alliance ont choisis de ne pas assister à la première, puis la seconde session de la première réunion en date des 25 et 26 mars 2010 ; à part un représentant le 25 mars qui a sollicité un ajournement de la première réunion du Conseil de Coordination auprès du Collège des Scrutateurs. La Commission d'Arbitrage note cependant que le Règlement ne prévoit pas l'opportunité de solliciter un ajournement de la première réunion du Conseil de Coordination lorsque tous les membres du Bureau n'ont pas été élus. La Commission d'Arbitrage regrette que les membres du Conseil n'aient pas continué la première réunion après sa deuxième session afin d'élire la totalité du Bureau Exécutif dans les délais impartis.

According to Chapter V, Article 7 of the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva, the first meeting of the newly elected Coordinating Council was convened on 25 March 2010. The Arbitration Commission notes that, while there was a quorum, Alliance members opted not to attend, the first and second sessions of the first meeting of the Coordinating Council on 25 and 26 March 2010, aside from one representative on 25 March who further requested an adjournment of the first meeting of the Coordinating Council to the Polling Board. The Arbitration Commission notes however, that the Regulations do not foresee the provisions for an adjournment of the first meeting of the Coordinating Council without electing the full Bureau. The Commission regrets that the Council members did not continue the first meeting after its second session to elect the full Bureau in a timely manner.

La Commission d'Arbitrage recommande fortement que les 25 membres du Conseil de Coordination qui ont été élus en mars 2010 convoquent une nouvelle réunion et procèdent à l'élection des sept membres du Bureau Exécutif avant le 30 juin 2010. Leur décision devra être immédiatement diffusée officiellement à tout le personnel en toute transparence. La

Commission d'Arbitrage choisit ce court délai pour convoquer la réunion dans l'intention de préserver les négociations en cours, et ce dans l'intérêt de l'ensemble du personnel.

The Arbitration Commission strongly encourages the 25 members of the Coordinating Council that were elected in March 2010 to convene a new meeting to proceed with the election of the 7 members of the Executive Bureau, by 30 June 2010. Their decision should immediately be broadcasted to all staff for transparency. The Arbitration Commission opted to propose such a short deadline for convening the meeting with a view to allow on-going negotiations to continue in a smooth manner, for the interest of staff at large.

La Commission d'Arbitrage se doit d'indiquer qu'il n'y avait aucun précédent présentant ce contexte, et que les décisions de la Commission d'Arbitrage ont force obligatoire et font jurisprudence.

The Arbitration Commission shall also mention that there were no precedents, but the decisions of the Arbitration Commission shall be binding and shall serve as legal precedents (Chapter IX, Article 19).

2. Rappelant sa décision numérotée GPB/CSG/10/6 et datée du 11 février 2010, la Commission d'Arbitrage a autorisé le Conseil de procéder, sur une base exceptionnelle, à l'élection du nouveau Conseil les 15 et 16 mars 2010 au lieu de la mi-février car cette pratique était en place depuis au moins l'année 2001. La Commission d'Arbitrage a également conclu que le Conseil de Coordination récemment élu devrait soit modifier le Règlement avant le 01 septembre 2010, soit continuer à respecter les termes stipulés dans celui-ci. Tout manquement à l'une ou l'autre de ces recommandations constituerait une base sur laquelle la Commission d'Arbitrage accepterait de possibles recours dans le but d'invalidier les futures élections pour l'année 2011. Dans ce contexte, la Commission d'Arbitrage considère que la décision ci-dessus mentionnée constitue un précédent selon l'Article 19 du Règlement.

2. Recalling its decision GPB/CSG/10/6, dated 11 February 2010, the Arbitration Commission authorized the Council to proceed, on an exceptional basis, with the election of the new Council on 15 and 16 March 2010 instead of second half of February because it had become repeated practice since at least 2001. The Arbitration commission also concluded that the newly elected Council would have to either modify the Regulations before 01 September 2010 or respect the established terms. Failure to do either would be considered by the Arbitration Commission as sufficient grounds to grant an appeal to invalidate the next 2011 elections. In that context, the Arbitration Commission considers that the above decision shall constitute a precedent under Article 19 of the Regulations.

3. D'après le Chapitre V, Article 8 du Règlement de la Représentation du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève, « le Conseil doit

définir son programme de travail dans les quatre semaines qui suivent sa première réunion en tenant compte de toutes les propositions émanant de ses membres ». La Commission d'Arbitrage recommande au Conseil de Coordination de respecter scrupuleusement le Règlement de la Représentation du Personnel de l'Organisation des Nations Unies à Genève à l'avenir.

3. According to Chapter V, Article 8 of the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva, the Council shall draw up its programme of work within four weeks of its first meeting, taking into account all proposals put forward by its members. The Arbitration Commission recommends that the Coordinating Council strictly respect all Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva in future.

A Genève, le 17 juin 2010
Geneva, 17 June 2010

Signé / Signed

Vanessa BUCHOT
President / President

Raoul SANCHEZ
Membre /Member

Kiyoshi ADACHI
Membre /Member

Evelina RIOUKHINA
Membre /Member

